



Assemblée Générale des retraité.e.s

19 janvier 2018

Bonjour à toutes et à tous ! Bonne année à vous et vos proches, au nom du collectif USR Arles. Tous nos vœux pour que 2018 soit l'année durant la quelle reculent les inégalités, disparaisse la misère et grandissent la fraternité et la paix. Qu'elle soit porteuse d'espoir pour un monde plus juste !

La situation dans le monde est une préoccupation majeure pour notre organisation. Les forces réactionnaires ne font que croître ; les plus riches de la planète viennent d'engranger plus de mille milliards de dollars supplémentaires quand galopent les inégalités, augmentent le chômage et la pauvreté, et les guerres aussi.

Et une très mauvaise année à Macron pour que la notre soit meilleure !

En effet, **en France**, les politiques menées par le gouvernement Macron nous conduisent dans un processus de régression sociale sans précédent, une politique menée à sens unique, une politique patronale. Une logique qui consiste à s'attaquer aux travailleurs, aux plus démunis, à ceux dont on réduit les droits en leur promettant une ubérisation à vie, tout en épargnant dans le même temps, notamment par la suppression de l'ISF, les plus fortunés, ou en donnant au patronat des pouvoirs exorbitants sur la vie et les conditions de travail des salariés. On en mesure d'ailleurs déjà les conséquences avec la série d'entreprises de niveau national ou international qui mettent en œuvre la rupture conventionnelle collective pour se débarrasser beaucoup facilement de leurs salariés.

Sans compter avec le projet de loi asile-immigration qui va rendre encore un peu plus épouvantables les conditions d'accueil ou plutôt de non accueil des réfugiés, qui bafouent l'esprit de notre République et entrent en contradiction avec la convention de Genève de 1951.

Dans les Bouches du Rhône, la politique du président Macron donne un coup d'accélérateur au remodelage du département avec la remise en cause d'un grand nombre d'activités économiques, la casse de l'emploi public et privé, la casse de nos outils de production. C'est le cas pour Coca-Cola, Air-France, SNCF, la filière transport et logistique, la centrale de Gardanne, les organismes de formation professionnelle, la santé publique et privée, Carrefour et la grande distribution, Asco-industries et la filière sidérurgique, la métallurgie et le secteur de l'énergie, la presse et sa distribution, les Services publics... On décompte ainsi près de 30.000 emplois, directs ou indirects, menacés.

Les retraités, bien évidemment, ne sont pas épargnés ; ils sont même particulièrement gâtés !...

Pouvoir d'achat : Quasi gel de nos pensions depuis 5 ans, prolongé en 2018. Augmentation des prix, notamment de certains tarifs concernant plus particulièrement les retraités (énergie, santé,...). Hausse de 1,7 point de la CSG, entrée en vigueur ce mois-ci, ce qui revient à une augmentation de 25%. Baisse des APL. Tout ça contribue à une forte dégradation de notre pouvoir d'achat (-20% en 15 ans).

Fiscalité : Suppression de la ½ part des veuves et des veufs. Suppression de l'abattement 10% pour les retraités ayant élevé trois enfants. La suppression de la taxe d'habitation ne compensera pas ces pertes cumulées, d'autant que ce dispositif ne concernera pas tous les retraités. TH dont la suppression est par contre échelonnée sur 3 ans...

Services publics : Les usagers deviennent des clients. Les services de proximité disparaissent ou se déshumanisent. La fracture numérique exclut des millions de personnes. Les retraités en subissent largement les conséquences : la Poste (fermeture de 50 bureaux sur 220 dans le département), hôpital (avec la suppression, à Arles, du SMUR, pour commencer), EHPAD (dont les conditions de travail des personnels comme celles d'accueil des pensionnaires se sont considérablement dégradées. Une journée d'action unitaire est prévue le 30 janvier), Sécurité Sociale (gravement menacées et dont les ressources sont sans cesse grignotées) , caisses de retraite, CAF, télécommunications, énergies (que l'on ne peut joindre plus que par l'intermédiaire d'un écran d'ordinateur ou une plate-forme téléphonique, quand ça marche !). Les collectivités territoriales voient leurs moyens se rabougrir et avec, les services aux habitants, les aides aux associations, aux CCAS,...

Nos systèmes de retraite : La fusion de l'ARCCO et de l'AGIRC, et la mise en œuvre d'un autre système par points qui va avoir pour conséquence une baisse des pensions de ces régimes complémentaires. Dispositif à partir duquel le gouvernement envisage une énième réforme des retraites qui, là aussi, vise à fusionner l'ensemble des régimes de retraite dont on peut évidemment penser qu'elles seraient alignées par le bas. L'objectif étant de se débarrasser du système par répartition, issu du programme du Conseil National de la Résistance, pour y substituer un système par capitalisation. Une vraie catastrophe pour les retraités dans les pays qui l'ont mis en application. Dans cette perspective le gouvernement envisage la mise en place d'un groupe de travail technique, duquel les organisations syndicales sont excluent, durant l'année 2018, pour une consultation et une mise en œuvre en 2019 ! Nous avons du pain sur la planche...Les actifs aussi !

Pourtant les moyens existent : La fortune des 500 personnes les plus riches en France a été multipliée par sept depuis vingt ans, passant de 80 milliards à 571 milliards d'euros. La fortune des dix français les plus riches a été multipliée par douze ! Les 5 français les plus riches se partagent 116 milliards d'euros, soit pas loin de la moitié des pensions annuelles versées aux 16 millions de retraités ! Tous les ans c'est 220 milliards d'euros donnés aux entreprises, sous diverses formes, sans véritable contrepartie. D'ailleurs les dividendes

versés aux actionnaires battent des records. La France est même championne d'Europe en la matière ! L'ONU vient d'ailleurs épingle la France sur ces questions...

L'argent donné aux riches en allègements fiscaux ou en cadeaux faits aux sociétés multinationales, va à la finance, pas à l'emploi. Disons stop à ce recul social et économique historique !

Les retraités ont des revendications : Que se soit en matière de pouvoir d'achat, de logement, de services de proximité ou à la personne ou encore d'accès aux soins, les retraités ont des revendications et doivent se faire entendre.

Dynamiser l'activité revendicative et renforcer la CGT-Retraités sont une seule et même ambition pour rassembler les retraités. Les rassembler pour mettre en échec la politique d'Emmanuel Macron qui les a désignés comme des cibles privilégiées de sa politique de régression sociale. Et ça c'est possible, Il conviendrait d'en débattre, d'imaginer des pistes de solution et de commencer à les mettre en œuvre.

Des initiatives sont prises pour résister et même faire reculer les mauvais coups. Il nous faut bien sûr nous y inscrire :

Vendredi 26 janvier à 17h30 « La Sociale » histoire de la naissance de la Sécu et qui invite à la défendre. Le film sera projeté à l'auditorium de l'Hôpital, suivi d'un débat.

Samedi 27 janvier à 10h30 Rassemblement Place de la République pour la défense des services publics de proximité et de l'hôpital en particulier.

Mardi 30 janvier journée nationale sur les EHPAD. Les retraités largement concernés. Formes d'action à préciser. Le même jour les pétitions à Macron seront remises en Préfecture.

Jeudi 8 février Manifestation nationale des cheminots à Paris. Peut-être diffusion tract en gare d'Arles contre la suppression des agents aux guichets. A suivre.

Jeudi 22 février journée de grève départementale. Rassemblement 10h30 Vieux Port. Tract + livret + pétition.

Merci de votre attention. Place au débat + qqs mots sur les moyens de l'action (financement section multipro + territoriaux + UL pour les isolés). Merci à Thérèse pour le rapport financier de la section multipro. Pour les autres sections à voir avec les actifs. Nécessité Vie nouvelle et tendre vers la cotisation à 1%.